

Histoire-débat. «Pour Rosa Luxemburg»



Par Marcello Musto

Lorsqu'en août 1893, au Congrès de la Deuxième Internationale à Zurich, son nom est mentionné par le président de l'assemblée, Rosa Luxemburg se fraye un chemin sans hésitation à travers le parterre des délégués et des militants qui remplissent la salle

comble. Elle était l'une des rares femmes présentes à la réunion, encore très jeune, avec une petite taille et une déformation de la hanche qui l'obligeait à boiter dès l'âge de cinq ans. Les personnes présentes semblaient avoir l'impression d'avoir affaire à une personne fragile.

La question nationale

Mais elle a surpris tout le monde quand, après être montée sur une chaise pour mieux se faire entendre, elle a réussi à attirer l'attention de tout le public, surpris par l'habileté de sa dialectique et fasciné par l'originalité de ses thèses. Pour Rosa Luxemburg, en effet, la revendication centrale du mouvement ouvrier polonais n'était pas la construction d'une Pologne indépendante, comme cela a été unanimement répété. La Pologne est encore divisée en trois entre les empires allemand, austro-hongrois et russe; sa réunification était difficile à réaliser, tandis qu'il fallait proposer aux travailleurs des objectifs réalistes qui susciteraient des luttes pratiques au nom de besoins concrets.

Dans un raisonnement qu'elle a développé dans les années suivantes, elle a mis en garde ceux qui insistaient sur la question nationale, convaincue que la rhétorique du patriotisme serait dangereusement utilisée pour affaiblir la lutte des classes et reléguer la question sociale au second plan. Aux nombreuses oppressions subies par le prolétariat, il n'est pas nécessaire d'ajouter «l'asservissement à la nationalité polonaise». Pour faire face à ce danger, Rosa Luxemburg espérait la naissance de gouvernements autonomes locaux et le renforcement des autonomies culturelles qui, une fois le mode de production socialiste établi, agiraient comme une barrière à la réapparition possible de régurgitations chauvines et d'autres nouvelles discriminations. Par la combinaison de ces réflexions, elle a distingué la question nationale de celle de l'État-nation.

Une existence à contre-courant

L'épisode du Congrès de Zurich symbolise toute la biographie intellectuelle de l'un(e) des plus importants représentants du socialisme du XXe siècle. Né il y a 150 ans, le 5 mars 1871, à Zamosc [près de Lublin], dans la Pologne occupée par les tsars, Rosa Luxemburg a passé sa vie dans les marges, luttant contre de nombreuses

adversités et allant toujours à contre-courant. D'origine juive, handicapée toute sa vie, elle s'installe à vingt-six ans en Allemagne, où elle ne parvient à obtenir la citoyenneté que par un mariage arrangé. Pacifiste convaincue au moment de la Première Guerre mondiale, elle a été emprisonnée à plusieurs reprises pour ses idées. Elle était une ardente ennemie de l'impérialisme pendant une nouvelle et violente période coloniale. Elle s'est battue contre la peine de mort au milieu de la barbarie. Elle était avant tout une femme et vivait dans des mondes habités exclusivement par des hommes. Elle a souvent été la seule présence féminine à l'Université de Zurich, où elle a obtenu son doctorat en 1897 avec une thèse sur le développement industriel de la Pologne, et parmi les dirigeants du Parti social-démocrate allemand. Dans ce parti, comme première femme, elle a été nommée la professeure à l'école centrale de formation des cadres [en remplacement d'Hilferding] – un poste qu'elle a occupé entre 1907 et 1913. Durant cette période elle a développé le projet inachevé d'écrire une *Introduction à l'économie politique*, dont la première édition allemande sera publiée en 1925 et publiera en 1913 *L'accumulation du capital. Contribution à l'explication économique de l'impérialisme*. [Dans le cadre du projet de publication des œuvres complètes de Rosa Luxemburg par les Editions Smolny, en collaboration avec les Ed. Agone, une version française de *l'Introduction à l'économie politique*, accompagnée de divers documents, a été publiée en 2008; de même une nouvelle version française *L'accumulation du capital. Contribution à l'explication économique de l'impérialisme* suivi du texte *Critique des critiques* a été publié en novembre 2019.]

Ces difficultés ont été aggravées par son esprit indépendant et son autonomie – une vertu qui est souvent pénalisée même dans les partis politiques de gauche. Avec son intelligence vive, Luxemburg a su élaborer de nouvelles idées et a su les défendre, sans crainte de manquer de révérence et même avec une franchise désarmante, en présence de personnalités du calibre d'August Bebel ou de Karl Kautsky qui avaient eu le privilège de se former au contact direct d'Engels. Son but n'était pas de répéter les termes de Marx, mais de les interpréter historiquement et, si nécessaire, d'élargir son analyse. Exprimer librement son opinion et exercer le droit d'exprimer des positions critiques au sein du parti étaient pour elle des exigences indispensables. Le parti doit être un espace où les différentes positions peuvent coexister, si ceux qui y adhèrent ont en commun ses principes fondamentaux.

Parti, grève, révolution

Elle a réussi à surmonter les nombreux obstacles qu'elle a rencontrés et, à l'occasion du tournant réformiste d'Eduard Bernstein et du débat passionné qui a suivi, elle est devenue une figure bien connue de la principale organisation du mouvement ouvrier européen. Si, dans le célèbre texte [synthèse des trois essais publiés dans la revue *Die Neue Zeit* dès 1896], *Les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie* (1899), Bernstein avait invité le parti à couper ses liens avec le passé et à se transformer en une simple force gradualiste, Rosa Luxemburg, en 1899, dans la brochure *Réforme sociale ou révolution?* – [dont la première est la synthèse d'articles publiés dans la *Leipziger Volkszeitung* du 21 au 28 septembre 1898] – a répondu avec fermeté que, dans toutes les périodes de l'histoire, «le travail légal de réformes ne possède aucune autre forme motrice propre, indépendante de la révolution; il ne s'accomplit dans chaque période historique que dans la direction que lui a donnée l'impulsion de la dernière révolution». Ceux qui pensaient pouvoir réaliser dans «la mare aux grenouilles du parlementarisme bourgeois» les mêmes changements que la conquête révolutionnaire du pouvoir politique aurait rendus possibles n'avaient pas choisi «en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but; mais plus exactement un but différent». Ils avaient accepté le monde bourgeois et son idéologie.

Il ne s'agissait pas d'améliorer l'ordre social existant, mais d'en construire un entièrement différent. Le rôle des syndicats – qui ne pouvaient qu'arracher aux patrons des conditions plus favorables dans le cadre du mode de production capitaliste – et la Révolution russe de 1905 lui ont donné l'occasion d'élaborer sur les

thèmes et les actions qui pourraient entraîner une transformation radicale de la société. Dans son ouvrage *Grève de masse, parti et syndicats* (1906), analysant les principaux événements qui se sont déroulés dans de vastes régions de l'Empire russe, elle souligne l'importance fondamentale des couches plus larges du prolétariat, généralement non organisées. Pour elle, ce sont les masses qui ont été les véritables protagonistes de l'histoire. Elle fait remarquer qu'en Russie, «l'élément de spontanéité» (concept pour lequel on lui reproche d'avoir surestimé la conscience de classe présente dans les masses) a été pertinent et que, par conséquent, le rôle du parti ne doit pas être de préparer la grève, mais de se placer à la «direction politique de tout le mouvement».

Pour Rosa Luxemburg, la grève de masse est «le pouls vivant de la révolution et, en même temps, sa force motrice la plus puissante». C'est la véritable «forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution». Il ne s'agit pas d'une action unique, mais du moment récapitulatif d'une longue période de lutte des classes. On ne pouvait d'ailleurs pas ignorer que «dans la tourmente de la période révolutionnaire, le prolétaire se transforme de père de famille prudent qui exige un subside [«pour chômer un Premier Mai»], en un «révolutionnaire romantique» pour qui même le bien suprême, la vie, à plus forte raison le bien-être matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte». Les travailleurs y acquièrent une conscience et une maturité. En témoignent les grèves de masse en Russie, qui sont passées «insensiblement de l'ordre économique à l'ordre politique, en sorte qu'il est impossible de tracer la limite entre eux». (*Grève de masses, parti et syndicats*, Ed. François Maspero, Bibliothèque socialiste, 1968, p. 50 et 44)

Le communisme est synonyme de liberté et de démocratie

Sur le thème des formes d'organisation politique et, plus précisément, sur le rôle du parti, Rosa Luxemburg était, dans ces années-là, le protagoniste d'un autre débat violent, cette fois-ci avec Lénine. Dans l'ouvrage [de plus de 130 pages] «Un pas en avant, deux pas en arrière» (1904), le dirigeant bolchevique défend les choix faits lors du deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe et conçoit le parti comme un noyau compact de révolutionnaires professionnels, une avant-garde qui doit diriger les masses. Rosa Luxemburg objecte dans *Problèmes d'organisation de la social-démocratie russe* [article publié dans les numéros 42 et 43 de la *Neue Zeit*, en 1904 et aussi dans *l'Iskra*, organe de la social-démocratie russe] qu'un parti extrêmement centralisé génère une dynamique très dangereuse: «l'obéissance aveugle des militants au pouvoir central». Le parti devait développer la participation sociale, et non l'étouffer, «maintenir vivante la juste appréciation des formes de lutte». Marx avait écrit que «chaque étape du mouvement réel était plus importante qu'une douzaine de programmes». Rosa Luxemburg a étendu ce postulat et a affirmé que «les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "Comité central"». (*Marxisme contre dictature*, Ed. Spartacus, Paris, 1946, p. 33) [2]

Cette polémique a pris encore plus d'importance après la révolution soviétique de 1917, à laquelle elle a apporté son soutien inconditionnel. Préoccupée par les événements en Russie (à commencer par la manière dont la réforme agraire commençait à être abordée), Rosa Luxemburg a été la première dans le camp communiste à constater qu'un «régime de siège prolongé» exercerait une «influence dégradante sur la société». Dans son ouvrage, publié de manière posthume, *La Révolution russe* [3] elle a réitéré que la mission historique du «prolétariat arrivé au pouvoir» était de «créer une démocratie socialiste à la place de la démocratie bourgeoise, et non de détruire toutes les formes de démocratie». Pour elle, le communisme signifiait une «participation plus active et plus libre des masses populaires dans une démocratie sans limites» qui n'envisageait pas de dirigeants infailibles pour les guider. Un horizon politique et social véritablement différent ne serait atteint qu'à travers ce processus compliqué et non pas si l'exercice de la liberté était «réservé aux seuls partisans du gouvernement et aux membres d'un seul parti». [Voir en français, la

publication récente, Rosa Luxemburg, *Sur la révolution russe et autres textes 1917-1918*, Editions L'Escalier, mai 2020]

Elle était fermement convaincue que «le socialisme, de par sa nature, ne peut être accordé par en haut». Il était censé étendre la démocratie, et non la réduire. Elle a affirmé que l'on pouvait «décréter ce qui est négatif, la destruction, mais pas ce qui est positif, la construction». C'était un «terrain vierge» et seule «l'expérience pouvait corriger et ouvrir de nouvelles voies». La Ligue Spartacus – formée en 1914 après la rupture avec le parti social-démocrate allemand, et devenue plus tard le Parti communiste allemand – ne prendra le pouvoir que «par la volonté claire et indubitable de la grande majorité des masses prolétariennes de toute l'Allemagne».

Tout en pratiquant des options politiques opposées, les sociaux-démocrates et les bolcheviks avaient tous deux conçu à tort la démocratie et la révolution comme deux processus alternatifs. Au contraire, le cœur de la théorie politique luxemburgiste est centré sur leur unité indissoluble. Son héritage a été écrasé entre ces deux forces: les sociaux-démocrates, complices de son assassinat brutal à l'âge de 47 ans par des milices paramilitaires, l'ont combattue sans relâche pour les accents révolutionnaires de sa pensée, tandis que les staliniens ont pris soin de ne pas diffuser son héritage en raison du caractère critique et libertaire de sa pensée.

Contre le militarisme, la guerre et l'impérialisme

L'autre pierre angulaire de ses convictions et de son militantisme était la combinaison de l'opposition à la guerre et de l'agitation antimilitariste. Sur ces questions, Rosa Luxemburg a su moderniser le bagage théorique de la gauche et faire adopter lors des congrès de la Deuxième Internationale des résolutions clairvoyantes qui, si elles n'avaient pas été ignorées, auraient contrecarré les plans tracés par les partisans de la Première Guerre mondiale. La fonction des armées, le réarmement constant et la répétition des guerres ne doivent pas être compris uniquement à travers les catégories classiques du XIXe siècle. Elles étaient, comme on l'a affirmé à plusieurs reprises, des forces qui réprimaient les luttes ouvrières, des instruments utiles aux intérêts de la réaction et qui, de plus, produisaient des divisions dans le prolétariat, mais elles répondaient aussi à un objectif économique précis de l'époque. Le capitalisme a besoin de l'impérialisme et de la guerre, même en temps de paix, pour augmenter la production, ainsi que pour conquérir, dès que les conditions se présentent, de nouveaux marchés dans les périphéries coloniales hors d'Europe. Comme elle l'a déclaré dans *L'accumulation du capital*, «la violence politique n'était que le véhicule du processus économique». Cette déclaration a été suivie par l'une des thèses les plus controversées de son travail, à savoir que le réarmement était indispensable pour faire face à l'expansion productive du capitalisme.

C'était un scénario très différent des représentations optimistes des réformistes et, pour le décrire au mieux, Rosa Luxemburg a utilisé un slogan qui était destiné à avoir un grand succès: «socialisme ou barbarie». Elle explique que cette dernière ne peut être évitée que par la lutte consciente des masses et, comme l'opposition au militarisme nécessite une forte conscience politique, elle fait partie des partisans les plus convaincus de la grève générale contre la guerre – une arme que beaucoup de gens de gauche, dont Marx, sous-estiment. Le thème de la défense nationale devait être utilisé contre les nouveaux scénarios de guerre et le mot d'ordre «guerre contre guerre» devait devenir «le point central de la politique prolétarienne». Comme elle l'écrit dans *La crise de la social-démocratie* (1916), également connue sous le titre de *Juniusbroschüre* [*La brochure de Junius*] la Deuxième Internationale a implosé parce qu'elle n'a pas réussi à «réaliser une tactique et une action communes du prolétariat dans tous les pays». Par conséquent, le prolétariat devait désormais avoir comme «objectif principal», même en temps de paix, de «lutter contre l'impérialisme et de prévenir les guerres». [Voir

Sans perdre de sa tendresse

Cosmopolite, citoyenne de «ce qui est à venir», elle dit se sentir chez elle «partout dans le monde, là où il y a des nuages, des oiseaux et des larmes humaines». Passionnée de botanique et amoureuse des animaux, comme en témoignent ses lettres, c'était une femme d'une sensibilité extraordinaire, qui est restée intacte malgré les expériences amères que la vie lui a réservées. Pour la co-fondatrice de la Ligue Spartacus, la lutte des classes n'était pas épuisée par une augmentation des salaires. Rosa Luxemburg ne voulait pas être une simple épigone et son socialisme n'a jamais été économiciste.

Immergée dans les drames de son temps, elle cherche à innover le marxisme sans en remettre les fondements en question. Sa tentative est un avertissement constant aux forces de gauche de ne pas limiter leur action politique à la réalisation de palliatifs fades et de ne pas abandonner l'idée de changer l'état actuel des choses. Sa façon de vivre, la capacité avec laquelle elle a réussi à mener de front l'élaboration théorique et l'agitation sociale, sont une leçon extraordinaire, inchangée au fil du temps, qui parle à la nouvelle génération de militant·e·s qui a choisi de poursuivre les nombreux combats qu'elle a entrepris. (Texte envoyé par l'auteur à la rédaction de *A l'Encontre* le 18 février ; traduction de l'italien par la rédaction *A l'Encontre*)

Marcello Musto est professeur de sociologie à l'université de York à Toronto. Ses publications, traduites dans plus de vingt langues, sont disponibles sur www.marcellomusto.org.

[1] Dans cet article Marcello Musto cite Rosa Luxemburg en utilisant la collection de textes établie par Lelio Basso en 1967: *Rosa Luxemburg, Scritti Politici*, Ed. Riuniti, 1967. Les références exactes (pages, chapitres, etc.) de la collection faite par Lelio Basso ne sont pas fournies. Nous nous sommes efforcés, pour l'essentiel, dans la traduction de cet article, de fournir les références précises des traductions françaises des contributions de Rosa Luxemburg et d'indiquer l'important travail, récent et en cours, de traduction (enfin) en français, des *Œuvres complètes* de Rosa Luxemburg par les éditions Smolny et Agone. (Réd. *A l'Encontre*)

[2] La réponse de Lénine, intitulée de même «Un pas en avant, deux pas en arrière», a été refusée de publication par K. Kautsky dans la *Neue Zeit*. En outre, il serait univoque de ne pas mentionner, pour faire écho à cette réflexion de Rosa Luxemburg, ce qu'écrivait Lénine à propos de «l'autoritarisme»: «L'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus "ingénieuse" que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées», in *La maladie infantile du communisme, Œuvres*, T.31, pp.91-92. (Réd. *A l'Encontre*)

[3] Pour comprendre le contexte dans lequel Rosa Luxemburg écrit les essais qui seront publiés, en fin 1921, sous le titre *La Révolution Russe*, il est quasi impératif pour les lecteurs et lectrices de langue française de se rapporter à l'ouvrage de John Peter Nettl, datant de 1966 (Oxford University Press), et dont la traduction française est parue en 1972, en deux volumes – dans la collection *Bibliothèque socialiste* animée par Georges Haupt – auprès des Editions François Maspero, en 1972, sous le titre: *La Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*. Sur la publication de la *Révolution russe*, J.P. Nettl consacre des dizaines de pages – pp.658-685, volume II – au contexte interconnecté, allemand et russe, et à la «vision» de Rosa Luxemburg à propos de la révolution russe initiée en 1917 et à la conjoncture révolutionnaire en Allemagne en 1918. J.P. Nettl conclut fort bien: «L'essai de Rosa Luxemburg sur la révolution russe est célébré aujourd'hui comme une accusation quasi prophétique

contre les bolchéviks. C'est en partie justifié. Mais nous lui rendrons mieux justice encore si nous le lisons comme un exposé de révolution idéale et qui serait rédigé – comme c'est souvent le cas chez Rosa Luxemburg – sous forme de dialogue critique, en l'occurrence avec la révolution bolchévik d'Octobre. Ceux qui recherchent une critique des fondements mêmes de la révolution bolchévik devront s'adresser ailleurs.» (p. 685)